

Brochure n° 3154

Conventions collectives nationales

**NÉGOCE DES MATÉRIAUX
DE CONSTRUCTION**

IDCC : 398. – **Ouvriers**

IDCC : 533. – **ETAM**

IDCC : 652. – **Cadres**

AVENANT N° 48 DU 2 MAI 2007

**PORTANT MODIFICATION DU CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL
(OUVRIERS)**

NOR : ASET0750686M

IDCC : 398

Entre :

La fédération française du négoce des matériaux de construction,

D'une part, et

La fédération nationale des salariés de la construction et du bois CFDT ;

Le syndicat national de l'encadrement des industries des ciments, carrières
et matériaux de construction CFE-CGC ;

La fédération commerce, services et force de vente CFTC ;

La fédération matériaux, céramique, thermique CGT-FO,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

*Révision de l'article 1^{er} « Champ d'application » de la convention collective
des ouvriers de la branche du négoce des matériaux de construction*

L'article 1^{er} « Champ d'application » est modifié comme suit :

La présente convention règle sur l'ensemble du territoire national, y
compris les DOM, les rapports entre employeurs et salariés des entreprises

dont l'activité principale est le « commerce de gros en matériaux de construction », définie par la nomenclature d'activités française, au code APE :

51.5 F Commerce de gros de matériaux de construction et d'appareils sanitaires.

Dans cette classe, ne sont visées que les activités « commerce de gros de matériaux de construction ».

A titre indicatif, les principales familles de produits et matériaux pouvant être commercialisées par les entreprises de négoce en matériaux de construction sont les suivantes :

- poudres, agrégats, béton, éléments de structure ;
- couverture, étanchéité ;
- travaux publics, assainissement, épuration ;
- menuiseries intérieures et extérieures ;
- cloisons, plafonds ;
- isolation bâtiment, isolation industrie ;
- carrelage et revêtements ;
- sanitaires ;
- bois, panneaux ;
- chauffage ;
- outillage, électricité, quincaillerie ;
- peinture, bricolage décoration, équipements de jardin...

La présente convention ne s'applique pas si une famille de produits mentionnée ci-dessus constitue durablement à elle seule l'activité principale définie par le champ d'application professionnel d'une autre convention collective nationale.

Il est rappelé que le code APE attribué par l'INSEE est donné à titre indicatif et n'a que la valeur d'une présomption, seule l'activité réelle principale de l'entreprise détermine, en vertu de la jurisprudence de la Cour de cassation, son assujettissement à un texte conventionnel.

Article 2

Entrée en vigueur

Le présent avenant entrera en vigueur à compter de sa signature.

Article 3

Révision, dénonciation

Le présent avenant pourra être dénoncé dans les conditions prévues par le code du travail. Il pourra également être révisé à tout moment à la demande de l'une ou l'autre des parties signataires. La demande de révision, accompagnée d'un projet motivé sur les points à réviser, sera notifiée à l'ensemble des parties signataires.

Article 4

Adhésion

Toute organisation syndicale représentative non signataire du présent avenant pourra y adhérer par déclaration en recommandé auprès de l'organisme compétent et des signataires de l'accord.

Article 5

Force obligatoire de l'accord

Les accords collectifs d'entreprise ou d'établissement de la branche du négoce des matériaux de construction ne pourront comporter de clauses dérogeant aux dispositions du présent avenant sauf dispositions plus favorables au salarié.

Fait à Paris, le 2 mai 2007.

(Suivent les signatures.)